

# PAYS d'ORANGE EN PROVENCE

## COMPTES ADMINISTRATIFS 2023



---

Note de présentation brève et synthétique

A destination des élus et des citoyens

Retraçant les informations financières essentielles  
afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux

En application de l'article L.2313-1 du CGCT

---

## Table des matières

Table des matières .....	2
Introduction : Quelques notions de la comptabilité publique .....	3
I- Eléments de contexte : Economique, social, budgétaire, population ... ..	4
II- Exécution du budget principal 2023 .....	4
1) Ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement .....	6
A-Budget principal.....	6
B-Budgets annexes .....	7
C-Montant du budget consolidé (Budget Principal et Budgets Annexes : Eau, Assainissement, Gestion des Déchets, Mobilités, Prestations de Services, Grange Blanche II et SPANC) .....	10
2) Crédits d'investissement, et le cas échéant de fonctionnement, pluriannuels .....	10
A-Les autorisations de programme / Crédits de paiement .....	10
B-Le plan pluriannuel d'investissement provisoire .....	11
3) Niveau des épargnes du budget principal .....	12
III- Dette du budget principal .....	13
1) Niveau d'endettement de la collectivité.....	13
2) Capacité de désendettement.....	13
IV- Niveau des taux d'imposition .....	14
V- Principaux ratios du compte administratif du budget principal 2023.....	15
VI- Effectifs de la collectivité et charges de personnel 2023.....	16
VII- Conclusion .....	18

## Introduction : Quelques notions de la comptabilité publique

Chaque année, les Collectivités Territoriales doivent procéder au vote des divers documents administratifs financiers comme les Comptes de Gestion (CG), les Comptes Administratifs (CA) et les Budgets Primitifs (BP).

La comptabilité publique a établi la règle de séparation de l'ordonnateur (ici le représentant de la Collectivité, le Maire ou le Président) et du Trésorier (le comptable public) afin de garantir la séparation des pouvoirs. Ainsi le Comptable public a un regard sur la bonne imputation des écritures comptables mais pas sur l'opportunité des dépenses ou recettes.

La comptabilité publique doit répondre aux cinq principes essentiels suivants :

- L'annualité : Un budget est calqué sur une année civile soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année en cours.
- L'unicité : tout budget doit être retracé dans un document unique.
- L'universalité : l'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses. Pas d'affectation de recettes à une dépense précise sauf rares exceptions.
- La spécialité : les crédits sont tous fléchés sur des opérations ou objets bien identifiés.
- La sincérité : Toutes les inscriptions budgétaires doivent refléter la réalité et donc l'exactitude.

Les CG sont la retranscription des écritures passées par le Trésorier. Elles doivent être en absolue concordance avec les écritures passées par la Collectivité sur chaque compte budgétaire. Ils doivent être votés au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

Les CA sont la retranscription des écritures passées par la collectivité. Ils doivent être en concordance avec les écritures du CG. Lors du vote des CA, le Président quitte la séance et la Présidence afin que l'assemblée délibérante lui donne quitus de sa gestion passée. Ils doivent être votés au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

Les Budgets Primitifs sont l'expression des besoins de la Collectivité en matière financière. Ils doivent être équilibrés tant en recettes qu'en dépenses mais aussi à l'intérieur des sections de fonctionnement et d'investissement.

La section de fonctionnement regroupe les recettes et dépenses courantes comme la fiscalité, les dotations de l'Etat, les redevances ainsi que les dépenses liées au fonctionnement courant d'une Collectivité (énergie, consommables, contrats, subventions aux associations etc...);

La section d'investissement regroupe les lignes budgétaires apportant une plus-value à la collectivité comme l'acquisition de terrains ou bâtiments, les constructions ainsi que l'achat de véhicules ou matériels pour les plus significatifs. Cela vient compléter l'inventaire de la collectivité qui est le reflet de ce qu'elle possède.

## I- Eléments de contexte : Economique, social, budgétaire

Redoutée en début d'année, la récession a épargné les économies occidentales en 2023, sauf exceptions. La croissance a même dépassé son potentiel aux Etats-Unis, l'activisme budgétaire se doublant d'une dynamique forte de l'investissement productif. Deux leviers actionnés avec succès par la Chine, la compétitivité extérieure palliant le faible rebond post-Covid. L'Allemagne, dont le modèle industriel vacille, a connu une récession de faible intensité, contribuant au ralentissement européen. Les marchés boursiers ont bien résisté aux hausses de taux d'intérêt qui ont pesé lourdement sur la valeur des actifs immobiliers.

Selon l'Insee, après un léger recul de 0,1 % du PIB au troisième trimestre 2023, l'économie française devrait connaître une croissance annuelle de 0,8 % pour l'année 2023, en deçà des attentes gouvernementales (cf. réserves ex supra).

## II- Exécution du budget principal 2023

Dans un premier temps vous trouverez les résultats se rapportant uniquement à l'année 2023, puis dans un second temps les résultats définitifs après reprise des excédents ou déficits passés.

L'exécution budgétaire 2023 du budget principal se traduit par un excédent de fonctionnement de 2,22 M€ contre un excédent de fonctionnement de 3,34 M€ en 2022. Un excédent d'investissement de 2,54 M€ est constaté contre un déficit de 3,35 M€ en 2022.

En reprenant les résultats cumulés des années antérieures on obtient un excédent de fonctionnement de 3,66 M€ contre 5,52 M€ en 2022 et un excédent d'investissement de 1,07 M€ contre un déficit de 4,08 M€ en 2022 (après financement des restes à réaliser).

### Fonctionnement :

Le résultat s'explique par :

- Un contexte économique inflationniste avec une forte hausse des dépenses liées aux énergies, fluides et alimentation
- La volonté de maintenir un service public de qualité

### Investissement :

Le résultat s'explique par :

- La forte politique d'investissement maîtrisée de notre Intercommunalité

Les priorités, appliquées en 2023 et pour 2024, restent :

- De contenir les dépenses de fonctionnement.
- D'optimiser les recettes.
- De ne pas augmenter la fiscalité des ménages et des entreprises.
- De préserver une politique de travaux ambitieuse.
- De maintenir le pouvoir d'achat de nos concitoyens des cinq communes membres, ce qui reste une priorité de votre équipe intercommunale.

## Les principales opérations 2023 sont les suivantes :

TRAVAUX / OPERATIONS	REALISE 2023
OPERATION 18 - DALADIER - ORANGE	3 680 598,38
OPERATION 17 - GARE BOULEVARD V. HUGO - COURTHEZON	877 349,91
TRAVAUX DIVERS VOIRIE ET HYDRAULIQUE 5 COMMUNES	642 354,73
OPERATION 18 - PEM - ORANGE	597 380,02
AMENAGEMENT DE LA ROUTE D'ORANGE - CADEROUSSE	421 218,83
ACQUISITION MATERIEL ET AUTOLAVEUSE SERVICE PROPLETE URBAINE	389 792,71
TRAVAUX ET MO AMENAGEMENT GIRATOIRE CH. DE BOURSAN - CHATEAUNEUF	294 343,26
AMENAGEMENT RUE DU LIMOUSIN - ORANGE	277 436,07
ACQUISITION MATERIEL COMPOSANTS ECLAIRAGE PUBLIC	200 816,93
BATIMENTS INTECOMMUNAUX	195 725,67
ACQUISITION VEHICULES ET MATERIEL SERVICE VOIRIE	151 025,46
TRAVAUX ET MO AMENAGEMENT PLACE DU 8 ET JEAN JAURES - COURTHEZON	149 978,88
MO CONCEPTION PASSERELLE JONQUIER - ORANGE	127 903,95
OPERATION 23 COURREGE - ORANGE	122 748,65
TRAVAUS ASSAINISEMENT PLUVIAL	107 309,56
TRAVAUX ET ACQUISITION SIGNLISATION	100 101,96
TRAVAUX RENOVATION PONTS - ORANGE	91 794,38
TRAVAUX REPRISE ENROBE RUES CONSULS+CLOS+ST LUC+DAUDET - CHATEAUNEUF	65 292,00
ETUDES SCHEMA DIRECTEUR EAUX RUISSELLEMENT ET GESTION ETANG SALE - COURTHEZON	57 907,64
LEVE TOPO, BORNAGE ET PLANS ALIGNEMENTS - 4 COMMUNES	42 494,40
REALISATION PONTON ETANG SALE - COURTHEZON	35 870,37

## 1) Ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement

## A- Budget principal

## ➤ Résultats 2023 :

## COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET PRINCIPAL POP

POP	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	12 770 634,72 €	15 314 216,76 €	29 698 735,74 €	31 917 686,75 €	42 469 370,46 €	47 231 903,51 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023		2 543 582,04 €	/	2 218 951,01 €	/	4 762 533,05 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	1 473 567,98 €		/	1 436 694,81 €	36 873,17 €	/
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023		1 070 014,06 €		3 655 645,82 €	/	4 725 659,88 €
RESTES A RÉALISER 2023	1 178 890,50 €		278 113,88 €		1 457 004,38 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	108 876,44 €	/	/	3 377 531,94 €	/	3 268 655,50 €
BESOIN DE FINANCEMENT	108 876,44 €	/			108 876,44 €	
RESULTATS CLOTURE DEFINITIF 2023	108 876,44 €	0,00 €	0,00 €	3 377 531,94 €		3 268 655,50 €

## COMPTE ADMINISTRATIF 2022 BUDGET PRINCIPAL CCPRO

CCPRO	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2022	10 489 826,11 €	7 141 285,93 €	25 916 423,20 €	29 253 247,63 €	36 406 249,31 €	36 394 533,56 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2022	3 348 540,18 €	/	/	3 336 824,43 €	11 715,75 €	/
RÉSULTATS REPORTÉS 2021	/	1 874 972,20 €	/	2 178 589,34 €	/	4 053 561,54 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2022	1 473 567,98 €	/	/	5 515 413,77 €	/	4 041 845,79 €
RESTES A RÉALISER 2022	2 605 150,98 €	0,00 €			2 605 150,98 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	4 078 718,96 €	/	/	5 515 413,77 €	/	1 436 694,81 €
BESOIN DE FINANCEMENT (R1068)		4 078 718,96 €			/	/
TOTAL DES SECTIONS AVANT AFFECTATION	4 078 718,96 €		/	5 515 413,77 €	/	1 436 694,81 €

A la comparaison de ces deux tableaux, nous pouvons constater que l'excédent global cumulé a augmenté de 1,83 M€.

Cette légère augmentation est trompeuse car découlant du recours à un emprunt de 3,75 M€ conjugué à une affectation en provenance de la section de fonctionnement à hauteur de 4,08 M€.

## B- Budgets annexes

### ➤ Budget annexe Eau :

#### COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE EAU POP

EAU	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	1 132 807,65 €	801 439,61 €	598 729,93 €	1 124 252,41 €	1 731 537,58 €	1 925 692,02 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023	331 368,04 €	/	/	525 522,48 €	/	194 154,44 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	/	827 717,68 €	/	1 093 744,19 €	/	1 921 461,87 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023	/	496 349,64 €	/	1 619 266,67 €	/	2 115 616,31 €
RESTES A RÉALISER 2023	217 701,24 €	0,00 €	31 211,67 €	/	248 912,91 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	/	278 648,40 €	/	1 588 055,00 €	/	1 866 703,40 €
BESOIN DE FINANCEMENT		/				/
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023	/	278 648,40 €	/	1 588 055,00 €	/	1 866 703,40 €

### ➤ Budget annexe Assainissement :

#### COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT POP

ASSAINISSEMENT	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	4 772 133,06 €	4 805 005,13 €	1 188 889,29 €	1 295 203,51 €	5 961 022,35 €	6 100 208,64 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023	/	32 872,07 €	/	106 314,22 €	/	139 186,29 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	47 883,84 €	/	/	/	47 883,84 €	/
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023	15 011,77 €	/	/	106 314,22 €	/	91 302,45 €
RESTES A RÉALISER 2023	686 208,60 €	0,00 €			686 208,60 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	701 220,37 €	/	/	106 314,22 €	594 906,15 €	/
BESOIN DE FINANCEMENT	701 220,37 €	/			701 220,37 €	/
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023	701 220,37 €	/	/	106 314,22 €	594 906,15 €	/

## ➤ Budget annexe Gestion Des Déchets :

## COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE GDD POP

GESTION DES DECHETS	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	770 009,33 €	964 599,00 €	8 504 504,19 €	10 577 999,76 €	9 274 513,52 €	11 542 598,76 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023	/	194 589,67 €	/	2 073 495,57 €	/	2 268 085,24 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	/	470 286,06 €	/	363 387,78 €	/	833 673,84 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023	/	664 875,73 €	/	2 436 883,35 €	/	3 101 759,08 €
RESTES A RÉALISER 2023	1 389 144,00 €	0,00 €			1 389 144,00 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	724 268,27 €	/	/	2 436 883,35 €	/	1 712 615,08 €
BESOIN DE FINANCEMENT		724 268,27 €			/	/
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023	/	/	/	1 712 615,08 €	/	1 712 615,08 €

## ➤ Budget annexe Mobilités :

## COMPTE ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE MOBILITES POP

MOBILITES	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	274 691,00 €	225 394,00 €	1 494 196,26 €	2 104 426,86 €	1 768 887,26 €	2 329 820,86 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023	49 297,00 €	/	/	610 230,60 €	/	560 933,60 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	/	355 416,27 €	/	295 824,91 €	/	651 241,18 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023	/	306 119,27 €	/	906 055,51 €	/	1 212 174,78 €
RESTES A RÉALISER 2023	30 519,00 €				30 519,00 €	/
TOTAL REPRISES + RAR	/	275 600,27 €	/	906 055,51 €	/	1 181 655,78 €
BESOIN DE FINANCEMENT (R1068)		/			/	/
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023	/	275 600,27 €	/	906 055,51 €	/	1 181 655,78 €

## ➤ Budget annexe Prestations de Services :

## COMpte ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE PRESTATIONS DE SERVICES POP

PRESTATIONS SERVICES	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023			195 690,91 €	195 690,24 €	195 690,91 €	195 690,24 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023			0,67 €	/	/	-0,67 €
RÉSULTATS REPORTÉS 2022			/	54 269,90 €	/	54 269,90 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023			/	54 269,23 €	/	54 269,23 €
RESTES A RÉALISER 2023						
TOTAL REPRISES + RAR			/	54 269,23 €	/	54 269,23 €
BESOIN DE FINANCEMENT						
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023			/	54 269,23 €	/	54 269,23 €

## ➤ Budget annexe Grange Blanche II :

## COMpte ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE GRANGE BLANCHE II POP

GRANGE BLANCHE 2	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023	1 550 758,16 €	1 472 047,76 €	1 561 654,49 €	1 598 410,05 €	3 112 412,65 €	3 070 457,81 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023	78 710,40 €	/	/	36 755,56 €	41 954,84 €	:
RÉSULTATS REPORTÉS 2022	1 472 047,76 €	/	/	1 514 008,42 €		41 960,66 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023	1 550 758,16 €	/	/	1 550 763,98 €	/	5,82 €
RESTES A RÉALISER 2023	0,00 €	0,00 €			/	/
TOTAL REPRISE + RAR	/	/	/	1 550 763,98 €	/	/
BESOIN DE FINANCEMENT		/			/	/
RESULTAT DE CLOTURE DÉFINITIF 2023	1 550 758,76 €	/	/	1 550 763,98 €	/	5,22 €

## ➤ Budget annexe SPANC :

## COMpte ADMINISTRATIF 2023 BUDGET ANNEXE SPANC POP

SPANC	INVESTISSEMENT		EXPLOITATION		TOTAL DEUX SECTIONS	
	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS	DÉPENSES OU DÉFICIT	RECETTES OU EXCÉDENTS
OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2023			6 563,66 €	3 250,00 €	6 563,66 €	3 250,00 €
RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2023			3 313,66 €	/	3 313,66 €	/
RÉSULTATS REPORTÉS 2022			/	3 648,70 €	/	3 648,70 €
RÉSULTATS CLÔTURE DÉFINITIFS 2023			/	335,04 €	/	335,04 €
RESTES A RÉALISER 2023						
TOTAL REPRISES + RAR			/	335,04 €	/	335,04 €
BESOIN DE FINANCEMENT						
RESULTAT DE CLOTURE DEFINITIF 2023			/	335,04 €	/	335,04 €

C- Montant du budget consolidé (Budget Principal et Budgets Annexes : Eau, Assainissement, Gestion des Déchets, Mobilités, Prestations de Services, Grange Blanche II et SPANC)

Section	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	48 816 919,58 €	43 248 964,47 €
Investissement	23 582 702,26 €	21 271 033,92 €
<b>Total</b>	<b>72 399 621,84 €</b>	<b>64 519 998,39 €</b>

## 2) Crédits d'investissement, et le cas échéant de fonctionnement, pluriannuels

Nous pouvons distinguer les investissements pluriannuels en cours d'exécution (AP/CP) et ceux en prévision (plan pluriannuel d'investissement (PPI)).

## A- Les autorisations de programme / Crédits de paiement

Le tableau ci-dessous présente les Autorisations de Programme (AP) et les Crédits de Paiement (CP). Elles concernent des opérations d'investissement commencées ou en passe de l'être dont le montant total dépasse 500 000 € et dont la réalisation est d'au moins 2 ans.

## Réalisation des Autorisations de Programme (AP) / Crédits de Paiement

ID : 084-248400236-20240411-NTE\_044-BF

DENOMINATION DE L'AP/CP	RECETTES / DEPENSES	MONTANT AP en TTC	Réalisé au 31/12/2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025
REQUALIFICATION DU SECTEUR GARE A COURTHEZON	Dépenses	1 788 733 €	716 424 €	1 072 309 €		
	Recettes	706 023 €	494 216 €	211 807 €		
POLE ECHANGE MULTIMODAL A ORANGE	Dépenses	7 271 231 €	6 091 682 €	1 179 548 €		
	Recettes	2 649 106 €	2 149 946 €	499 160 €		
REQUALIFICATION BOULEVARD DALADIER ORANGE	Dépenses	8 352 096 €	1 100 430 €	3 978 201 €	3 273 464 €	
	Recettes	617 000 €	0 €	576 050 €	40 950 €	
RESTRUCTURATION AVENUE ARGENSOL	Dépenses	3 996 459 €	3 984 651 €	11 808 €		
RESTRUCTURATION AVENUE COUREGES A ORANGE	Dépenses	5 010 624 €	0 €	200 000 €	3 251 591 €	1 559 033 €
	Recettes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	Dépenses	<b>26 419 142 €</b>	<b>11 893 187 €</b>	<b>6 441 866 €</b>	<b>6 525 055 €</b>	<b>1 559 033 €</b>
<b>TOTAL</b>	Recettes	<b>3 972 129 €</b>	<b>2 644 162 €</b>	<b>1 287 017 €</b>	<b>40 950 €</b>	<b>0 €</b>

## B- Le plan pluriannuel d'investissement provisoire

Le tableau ci-après indique les projets sur lesquels le Pays d'Orange en Provence travaille au titre du PPI.

C'est le reflet des opérations d'investissement à venir qu'elles soient commencées ou pas.

Ces opérations peuvent encore évoluer voire être supprimées afin de répondre aux évolutions de notre collectivité.

## Plan Pluriannuel d'Investissement du Pays d'Orange en Provence

Dénomination de l'Opération	Durée prévisible	Dépenses / recettes	Montant	Réalisé total au 31/12/2023	Budgétisé 2024	Budgétisé 2025	Budgétisé 2026	Reliquat total sans budgétisé 2024	Reliquat total avec budgétisé 2024
REQUALIFICATION DU SECTEUR GARE A COURTHEZON	9 ans	Dépenses	2 179 253 €	1 595 814 €	583 439 €			583 439 €	0 €
		Recettes	706 023 €	494 216 €	211 807 €			211 807 €	0 €
POLE ECHANGE MULTIMODAL A ORANGE	9 ans	Dépenses	7 645 843 €	6 762 951 €	882 892 €			882 892 €	0 €
		Recettes	2 649 316 €	2 649 316 €	0 €			0 €	0 €
REQUALIFICATION BOULEVARD DALADIER ORANGE	8 ans	Dépenses	8 352 096 €	4 782 627 €	2 392 859 €	1 176 610 €		3 569 469 €	1 176 610 €
		Recettes	617 000 €	576 050 €	0 €	40 950 €		40 950 €	40 950 €
RESTRUCTURATION AVENUE ARGENSOL A ORANGE	4 ans	Dépenses	3 990 555 €	3 990 555 €	0 €			0 €	0 €
		Recettes	75 000 €	0 €	75 000 €			75 000 €	0 €
RESTRUCTURATION AVENUE COURREGES A ORANGE	4 ans	Dépenses	8 144 293 €	57 669 €	3 276 000 €	3 251 591 €	1 559 033 €	8 086 624 €	4 810 624 €
TRAVAUX PASSERELLE DU JONQUIER	2 ans	Dépenses	900 000 €	0 €	882 188 €	17 812 €		900 000 €	17 812 €
TRAVAUX ENTREE DE VILLE ROUTE D'ORANGE A CADEROUSSE	2 ans	Dépenses	865 000 €	0 €	865 000 €			865 000 €	0 €
DEVIATION RN7 ORANGE	7 ans	Dépenses	3 750 000 €	799 680 €	1 375 200 €	1 125 300 €	449 820 €	2 950 320 €	1 575 120 €
PISTE CYCLABLE SOURCIERES A COURTHEZON	2 ans	Dépenses	648 960 €	0 €	648 960 €			648 960 €	0 €
PARKING DES ARENES A CHATEAUNEUF	2 ans	Dépenses	1 272 000 €	0 €	756 000 €	516 000 €		1 272 000 €	516 000 €
OUVRAGE SUR LA SEILLE A COURTHEZON	2 ans	Dépenses	720 000 €	0 €	720 000 €			720 000 €	0 €
<b>Total Dépenses</b>			<b>38 468 000 €</b>	<b>17 989 296 €</b>	<b>12 382 538 €</b>	<b>6 087 313 €</b>	<b>2 008 853 €</b>	<b>20 478 704 €</b>	<b>8 096 166 €</b>
<b>Total Recettes</b>			<b>4 047 339 €</b>	<b>3 719 582 €</b>	<b>286 807 €</b>	<b>40 950 €</b>	<b>0 €</b>	<b>327 757 €</b>	<b>40 950 €</b>

## 3) Niveau des épargnes du budget principal

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Epargne brute	6 012 465,33 €	5 290 525,44 €	4 646 676,15 €	6 716 218,92 €	6 191 027,07 €	4 629 718,02 €
Epargne de Gestion	7 187 934,37 €	6 135 890,43 €	5 321 039,16 €	7 658 818,92 €	6 781 163,07 €	5 257 589,02 €
Epargne nette	3 656 526,23 €	3 094 525,44 €	2 681 637,02 €	4 351 218,92 €	4 748 027,07 €	3 045 537,08 €

Nous pouvons constater une baisse des trois épargnes essentiellement à cause de l'augmentation des dépenses de fonctionnement liées à la crise économique actuelle.

**Définition des Epargnes :**

**Epargne brute** : Recettes réelles de fonctionnement **moins** dépenses réelles de fonctionnement. On la nomme aussi « autofinancement brut » et sert à financer en priorité au remboursement de la dette et aux dépenses d'équipement.

**Epargne de Gestion** : Epargne brute **plus** intérêts de la dette. Elle mesure l'épargne dégagée hors frais financiers.

**Epargne nette** : Epargne de gestion **moins** annuité du capital de la dette **ou** Epargne brute **moins** remboursement de dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après **financement du remboursement** de dette.

### III- Dette du budget principal

#### 1) Niveau d'endettement de la collectivité

Comme évoqué dans les précédents ROB, le litige nous opposant à Sorgues et Bédarrides nous laisse dans une situation inconfortable. En effet, si l'arrêté préfectoral du 29 mai 2019, fixant la nouvelle répartition des emprunts a été mis en application par le POP et la CASC (nouvelle Intercommunalité des deux communes sortantes), les communes de Sorgues et Bédarrides n'ont pas honoré le paiement de leur part.

Désormais, l'arrêté du Préfet a été rejeté par le tribunal administratif qui lui demande de revoir sa répartition, occasionnant ainsi de nouveaux délais avant de pouvoir revenir à une situation reflétant la réalité de ces deux départements.

#### 2) Capacité de désendettement

La capacité de désendettement (Encours de la dette / Epargne brute) est de 2,80. Cela signifie que si la collectivité consacrait toute son épargne brute pour le remboursement de l'emprunt, il lui faudrait un peu plus de deux années pour solder cet emprunt. Les ratios prudentiels annoncent un point de vigilance à 8 ans et un voyant rouge à 12 ans.

Budget	CRD au 31/12/2023
Principal	12 987 928

## IV- Niveau des taux d'imposition

Taxe	2015	2016	2017	2018	2029	2020	2021	2022	2023
Taxe d'Habitation (TH) additionnelle	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%	8,28%
Taxe Foncière Bâtie (TFB)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taxe Foncière Non-Bâtie (TFNB)	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%	4,10%
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) hors Orange	11,50%	11,50%	11,10%	10,20%	10,20%	10,20%	14,40%	14,40%	14,40%
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) Orange	7,65%	8,65%	9,63%	10,20%	10,20%	10,20%	14,40%	14,40%	14,40%
Contribution Foncière des Entreprises (CFE) hors Orange	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%
Contribution Foncière des Entreprises (CFE) Orange	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%	35,12%

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les taux de fiscalité ont été harmonisés entre 2006 et 2018 pour la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

L'année 2023 voit la transformation de la Taxe d'Habitation en Taxe d'Habitation additionnelle qui concerne uniquement les Résidences Secondaires qui restent imposées à cet impôt.

**Définition de la base :** Il s'agit de la valeur locative de toutes les habitations de notre intercommunalité à laquelle le POP applique un taux sous forme de pourcentage afin d'obtenir une recette qui servira à financer l'amélioration de la vie des habitants du territoire intercommunal.

## V- Principaux ratios du compte administratif du budget principal 2023

Les ratios du CA 2023 POPULATION au 31/12/2023 de 45 602 habitants	Valeur	Moyennes nationales de la strate
1 - Dépenses réelles de fonctionnement / population	551 €	349 €
2 - Produit des impositions directes / population	163 €	201 €
3 - Recettes réelles de fonctionnement / population	653 €	420 €
4 - Dépenses d'équipement brut / population	239 €	89 €
5 - Encours de la dette / population	295 €	208 €
6 - DGF / population	86 €	49 €
7 - Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	23,47%	41,40%
9 - Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement = Marge d'autofinancement courant (MAC)	89,87%	87,90%
10 - Dépenses brutes d'équipement / RRF = taux d'équipement	36,67%	21,10%
11 - Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	45,27%	49,60%

Quelques explications sur les ratios**La lecture de ces ratios démontre qu'avec moins de recettes sur la même strate nationale, le Pays d'Orange en Provence arrive à effectuer plus d'investissements au bénéfice de ses habitants.**

Les dépenses de fonctionnement sont plus importantes que la moyenne de la strate à cause du choix effectué en 2016, à savoir de reverser aux communes une Attribution de Compensation bien supérieure aux années antérieures (ratio 1).

Afin de ne pas restreindre le pouvoir d'achat de ses habitants, le Pays d'Orange en Provence a fait le choix d'avoir une imposition en deçà de la moyenne (ratio 2).

La totalité des recettes de fonctionnement est au-dessus de la moyenne, grâce à un suivi rigoureux des dossiers qui laisse peu de place aux impayés. L'intercommunalité encaisse aussi la taxe de séjour qu'elle reverse dans sa totalité à l'office de tourisme (90%) et au département (10%). (Ratio 3)

L'encours de la dette, par habitant, est au-dessus de la moyenne notamment à cause du dernier emprunt souscrit de 3,75 M€ pour le financement de la déviation de la RN7. Néanmoins le profil d'extinction de la dette reste très favorable (ratio 5).

La DGF perçue (dotation de solidarité intercommunale plus la dotation de compensation de groupement de communes) est supérieure à la moyenne signe d'une relative pauvreté de notre intercommunalité (ratio 6).

Plus particulièrement le poste « Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement » (ratio 7) démontre l'excellente gestion du POP en matière de coût de la masse salariale. Là où les Intercommunalités de

mêmes tailles consacrent 41,4% de leurs dépenses de fonctionnement sur ce poste, le POP n'en utilise que 23,19 % soit pratiquement la moitié. Cela est possible grâce à une gestion humaine maîtrisée et à un système très précis de refacturation des personnels mis à disposition partielle ou totale auprès d'autres collectivités (ville d'Orange) ou des budgets annexes du POP.

Le ratio 9 indique que le POP est dans la moyenne pour la partie autofinancement que dégage le fonctionnement pour la section d'investissement.

Les dépenses d'équipements bruts montrent l'effort que fait le POP pour exercer ses compétences et rendre une vie de qualité à ses concitoyens puisqu'il est pratiquement 3 fois supérieur à la moyenne de la strate (ratio 4) si on le ramène au nombre d'habitants et supérieur de 73,74% si on le compare aux dépenses réelles de fonctionnement (ratio 10).

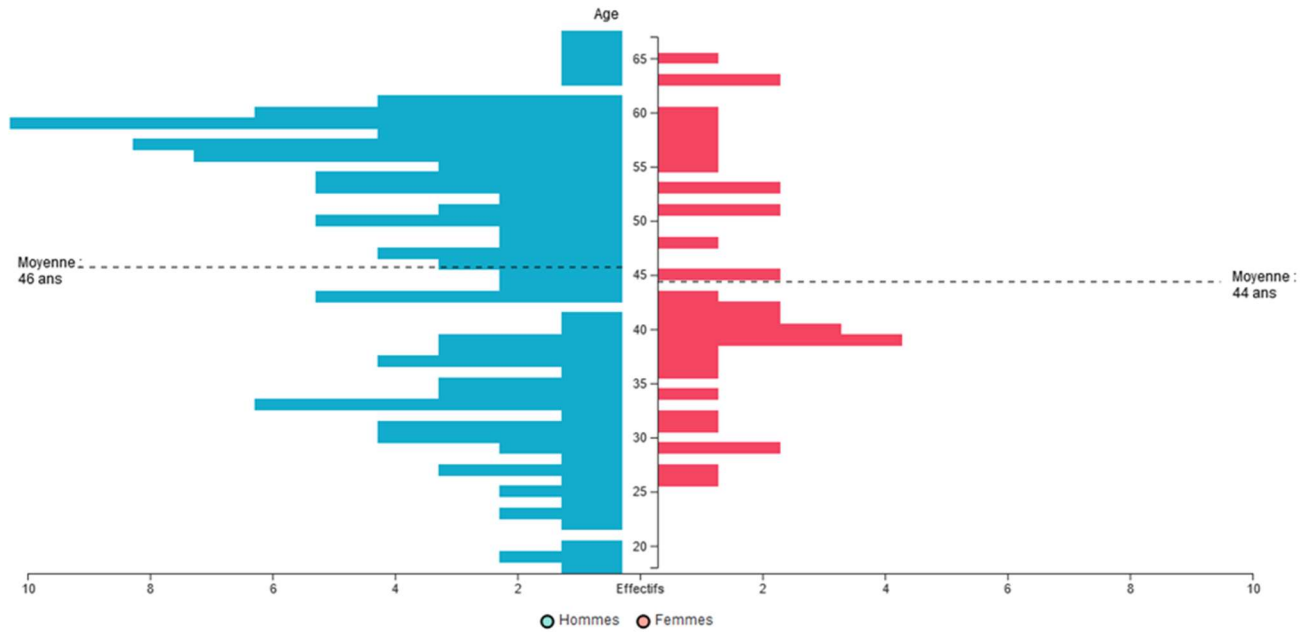
L'encours de la dette comparé aux recettes réelles de fonctionnement reste en deçà de la moyenne, signe de possibilités nouvelles d'emprunt.

## VI- Effectifs de la collectivité et charges de personnel 2023

### ➤ Effectifs pourvus de la collectivité au 31/12/2023 :

	EFFECTIFS POURVUS				
	A	B	C	Sans catégorie	TOTAL
<b>Au 31/12/2021</b>	6	18	142	1	<b>167</b>
<b>Au 31/12/2022</b>	3	19	150	2	<b>174</b>
<b>Au 31/12/2023</b>	3	21	147	3	<b>174</b>
<b>Evolution 2022/2023</b>	0 %				

➤ Pyramide des âges :



La pyramide démontre que la population a rajeuni d'un an par rapport à 2022 avec un âge moyen au sein de la collectivité de 45 ans.

Charges de personnel en 2023 :

Les dépenses de personnel 2023 ont connu une évolution entre 2021 et 2023. Elle s'explique notamment par :

- Le relèvement du minimum de traitement dans la fonction publique au 01/01/2022 et au 01/05/2022.
- La majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation au 01/07/2022.
- L'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat.
- Le doublement de la cotisation au fonds national de compensation du supplément familial.
- **L'augmentation de la valeur du point** du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (+1.5%) a entraîné une hausse des dépenses de l'ordre de 50 000 euros en 2023. En 2024, cette réforme représente une augmentation de près de **100 000 euros** pour notre collectivité.
- Les différents décrets relatifs **relèvement du minimum de traitement** dans la fonction publique en 2023 qui représente une hausse annuelle de **65 000 euros** en 2024.
- Impact financier lié à la mesure spécifique d'ajout de 5 points d'indices majorés à l'ensemble des agents au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : **75 000 euros**.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le coût des différentes réformes de l'Etat est estimé à 485 000 euros.

Calcul du coût net des charges de personnel et frais assimilés du budget principal 2023	2023
Charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012)	9 003 148.98 €
Montant de la refacturation à d'autres collectivités (Mise à disposition) et aux budgets annexes	3 102 770.69 €
<b>Coût net des charges de personnel et frais assimilés du budget principal 2023</b>	<b>5 900 378.29 €</b>

L'année 2023 restera l'année référence en matière de réalisation d'investissement.

Néanmoins, l'inflation liée à la crise économique qui se traduit par de fortes augmentations des matières premières et des fluides ne permet plus de dégager un autofinancement suffisant de la section de fonctionnement. Cela pèsera sur notre prochain budget qui devra réduire certaines de ses dépenses.

L'intercommunalité a fait le choix, en 2024, de ne pas augmenter sa fiscalité tout en conservant le même niveau de service envers ses concitoyens.

La section d'investissement s'est pleinement exprimée avec 10,91 M€ d'équipements réalisés dans notre territoire. Néanmoins, le déficit d'investissement de 0,41 M€ après financement des restes à réaliser, témoigne des difficultés à investir dans les prochaines années sans recours à l'emprunt et sans recours à l'augmentation de la fiscalité.

Ainsi, afin de conserver des marges de manœuvres suffisantes, il a été décidé de recourir à un emprunt de 6,5 M€ afin de financer une partie des travaux 2024. Cet emprunt ne sera levé qu'en cas de nécessité.

L'exécution budgétaire de l'année 2024 sera certainement la dernière année avec un investissement aussi conséquent. En effet, même en cas de retour à une situation économique d'avant conflit Russo/Ukrainien, qui ne semble pas probable, le retour à la normale pourrait prendre quelques années.

De plus, un redressement à la tête de l'Etat Français apparaît plus que jamais nécessaire compte tenu du déclin continu de notre pays depuis plusieurs décennies.

Tous ces éléments laissent à penser que notre budget 2024 sera sur la même tendance que celui de 2023.